

<http://www.rezoivoire.net/news/depeche/3206/le-camp-gbagbo-s-apprete-a-livrer-le-combat-contre-le-camp-ouattara.html>

## **Le camp Gbagbo s'apprête à "livrer le combat" contre le camp Ouattara**

| 20/12/2010

Le leader des "jeunes patriotes", partisans de Laurent Gbagbo, Charles Blé Goudé, a appelé samedi "le peuple à s'apprêter à livrer le combat" contre Alassane Ouattara, qui a été déclaré vainqueur de la présidentielle par la Commission électorale indépendante de Côte d'Ivoire.

"La récréation est terminée, je demande à tous les Ivoiriens de s'apprêter à livrer ce combat, on va libérer totalement notre pays", a indiqué Charles Blé Goudé dans une déclaration publiée samedi.

"Nous allons défendre la dignité et la souveraineté de notre pays jusqu'à la dernière goutte de notre sueur", a-t-il poursuivi.

Charles Blé Goudé, nommé ministre de la Jeunesse, de l'emploi et de la salubrité par Laurent Gbagbo, est sous sanctions de l'Onu depuis 2004 suite aux violentes manifestations contre la France et l'Onu qu'il a dirigées à Abidjan.

<http://www.rezoivoire.net/news/depeche/3206/le-camp-gbagbo-s-apprete-a-livrer-le-combat-contre-le-camp-ouattara.html>

## **Le camp Gbagbo s'apprête à "livrer le combat" contre le camp Ouattara**

| 20/12/2010

Le leader des "jeunes patriotes", partisans de Laurent Gbagbo, Charles Blé Goudé, a appelé samedi "le peuple à s'apprêter à livrer le combat" contre Alassane Ouattara, qui a été déclaré vainqueur de la présidentielle par la Commission électorale indépendante de Côte d'Ivoire.

"La récréation est terminée, je demande à tous les Ivoiriens de s'apprêter à livrer ce combat, on va libérer totalement notre pays", a indiqué Charles Blé Goudé dans une déclaration publiée samedi.

"Nous allons défendre la dignité et la souveraineté de notre pays jusqu'à la dernière goutte de notre sueur", a-t-il poursuivi.

Charles Blé Goudé, nommé ministre de la Jeunesse, de l'emploi et de la salubrité par Laurent Gbagbo, est sous sanctions de l'Onu depuis 2004 suite aux violentes manifestations contre la France et l'Onu qu'il a dirigées à Abidjan.

<http://www.rezoivoire.net/news/depeche/3198/cote-d-ivoire-reprise-vendredi-de-la-marche-sur-la-tv-d-etat-soro.html>

## **Côte d'Ivoire: reprise vendredi de la marche sur la TV d'Etat (Soro)**

AFP | 16/12/2010

Guillaume Soro, Premier ministre d'Alassane Ouattara, un des deux présidents proclamés de Côte d'Ivoire, a annoncé la reprise vendredi de la marche sur la télévision d'Etat RTI à Abidjan, en dépit des violences ayant fait jeudi au moins neuf morts parmi les manifestants.

"Demain nous irons à la RTI et la Primature" (siège du gouvernement), a déclaré M. Soro à des journalistes à l'hôtel du Golf, quartier général de son gouvernement et de l'état-major

d'Alassane Ouattara à Abidjan. "Nous demandons aux populations de se tenir prêtes à engager le combat pacifique pour une Côte d'Ivoire démocratique", a-t-il ajouté. "Le président (Ouattara) me charge de lancer un appel à la population ivoirienne de garder la sérénité.

La marche pour une Côte d'Ivoire démocratique connaît des entraves et des obstructions, mais cela ne doit pas annihiler notre abnégation, notre détermination à faire en sorte que la démocratie soit dans notre pays", a-t-il assuré. "C'est pourquoi le gouvernement décide de maintenir les objectifs initiaux de notre marche pacifique", a-t-il ajouté. Les partisans de M. Ouattara, reconnu président légitime par presque toute la communauté internationale, ont échoué à prendre la RTI, pilier du régime de Laurent Gbagbo. Au moins neuf manifestants ont été tués par les forces de sécurité, selon Amnesty International.

<http://www.rezo-ivoire.net/news/article/5568>



**La Primature de Guillaume Soro fait état de 12 morts au cours des manifestations**  
APA | 16/12/2010

**Le service du porte parole du Premier ministre Guillaume Soro nommé par Alassane Ouattara, a fait état jeudi, dans un communiqué, de 12 morts et de nombreux blessés et interpellations à travers les communes d'Abidjan au cours des manifestations des pro-Ouattara pour installer le nouveau Directeur général de la Radio Télévision ivoirienne (RTI).**

Le service du Premier ministre précise que ces chiffres communiqués par plusieurs sources sur le terrain, du début du rassemblement tôt le matin à 10 h GMT, sont à confirmer, ajoutant que les interpellations ont été opérées en masse dans les alentours de la Maison du parti du PDCI-RDA et de la base de la Garde présidentielle à Treichville.

Le communiqué de la Primature attribue ces violences à la Garde républicaine et au Centre de Commandement des Opérations de Sécurité (CECOS) qui ont « dressé des barricades visant à empêcher les manifestants de se regrouper et de sortir de leurs quartiers respectifs en direction de la direction de la RTI sise dans la commune de Cocody.

Ainsi, les manifestants en provenance d'Abidjan Sud (Treichville, Marcory, Koumassi...) sont bloqués au niveau des deux ponts reliant Treichville à la commune du Plateau ».

<http://www.rezoivoire.net/news/depeche/3194/combats-entre-pro-ouattara-et-pro-gbagbo-dans-le-centre-de-la-cote-d-ivoire.html>

**Combats entre pro-Ouattara et pro-Gbagbo dans le centre de la Côte d'Ivoire**

AFP | 16/12/2010

Des éléments de l'ex-rébellion ivoirienne, favorables à Alassane Ouattara, et des forces fidèles à Laurent Gbagbo se sont affrontés jeudi à la mi-journée à Tiébissou, dans le centre de la Côte d'Ivoire, a-t-on appris auprès des deux camps.

Les échanges aux armes automatiques et à la roquette ont eu lieu à **Tiébissou**, dans le centre du pays, à 40 km au nord de la capitale politique Yamoussoukro.

Une colonne de 4X4 transportant des éléments de l'ex-rébellion ivoirienne des Forces nouvelles (FN), favorables à M. Ouattara, a tenté de franchir un poste de contrôle des Forces de défense et de sécurité (FDS) loyales à M. Gbagbo, a indiqué à l'AFP une source militaire ivoirienne. "Il s'ont tiré plusieurs roquettes (de type RPG7) sur notre position et nos éléments ont risqué. Ils se sont repliés pour revenir", a affirmé cette source sous couvert d'anonymat. Selon une source FN - qui tiennent le nord du pays depuis 2002 - "les premiers tirs ont commencé à Tiébissou. Notre objectif est de démanteler les FDS" pour avancer vers Yamoussoukro.

Selon des habitants joints par l'AFP au téléphone, les tirs ont repris en début d'après-midi à Tiébissou, petite ville du centre contrôlée par les forces loyales à M. Gbagbo, à la limite de l'ancienne zone tampon qui séparait les deux ex-belligérants depuis 2003. Aucun bilan concernant d'éventuelles victimes n'était disponible pour le moment.

<http://www.rezo-ivoire.net/news/article/5566>

## **L'armée tient le représentant de l'Onu responsable des conséquences des marches projetées par le camp Ouattara**

| 16/12/2010



**L'armée ivoirienne favorable à Laurent Gbagbo a déclaré mercredi qu'elle tient le représentant spécial du secrétaire général de l'Onu en Côte d'Ivoire, Young Jin Choi, des "conséquences imprévisibles" des marches projetées par le camp Ouattara sur la télévision nationale et la Primature.**

"Le général Philippe Mangou, chef d'état-major des armées et l'ensemble des Forces de défense et de sécurité tiennent M. Choi pour responsable des conséquences imprévisibles qui pourraient résulter de ces actions projetées", indique une déclaration lue à la télévision nationale par le porte-parole de l'armée, le colonel-major Hilaire Gohourou Babri.

Selon lui, "des informations en possession de l'état-major des armées affirment que le représentant spécial du secrétaire général des Nations unies en Côte d'Ivoire soutient ces projets".

Le Rassemblement des houphouëtistes pour la démocratie et la paix (RHDP), coalition de partis qui soutient Alassane Ouattara engagé dans un bras de fer autour du fauteuil présidentiel avec Laurent Gbagbo, a appelé les Ivoiriens à marcher jeudi sur la télévision nationale et vendredi sur la Primature pour permettre au gouvernement d'Alassane Ouattara de s'installer dans ses "prérogatives".

Alassane Ouattara, vainqueur du scrutin présidentiel selon la Commission électorale indépendante (CEI), a le soutien de la communauté internationale qui le reconnaît comme "président légitime" mais reste retranché, avec son équipe, dans un hôtel à Abidjan. Laurent Gbagbo, proclamé élu par le Conseil constitutionnel, contrôle l'appareil d'Etat avec le soutien de l'armée.

<http://www.lefaso.net/spip.php?article39839&rubrique20>

Côte d'Ivoire : Portraits (succincts) de ministres (éphémères) dépourvus d'état d'âme (2/2)

mardi 14 décembre 2010

Des enseignants, des fonctionnaires de l'éducation nationale; mais, aussi, beaucoup de DDC,



les «directeurs de campagne» de Laurent Gbagbo. Telle est la composition de la «junte» au pouvoir à Abidjan. Des sous-fifres du FPI, pas une tête d'affiche, pas un homme (ou une femme d'envergure), pas de personnalités « africaines », encore moins « internationales ». Un gouvernement de « zombies » ; rien de plus. Même si certaines « figures » émergent.

Il en est ainsi de **Lazare Koffi Koffi**, **ministre de l'Environnement et des eaux et forêts**. C'est lui aussi un historien, « prof » de lycées et collèges (à Bouaké), militant historique du FPI (il est secrétaire national). Il a été ministre délégué chargé de la Formation professionnelle et de l'emploi puis ministre de la Jeunesse, de l'Emploi et de la Formation professionnelle jusqu'à l'arrivée d'un premier ministre de transition à la suite des accords de Marcoussis. Le discours de Koffi Koffi a toujours clair : « L'opposition a bien montré qu'elle veut une Côte d'Ivoire aux ordres de la France. Et elle ne s'en cache pas [...] La question de la souveraineté reste toujours posée. On a eu certes l'indépendance, mais on n'a pas la souveraineté. Notre bataille aujourd'hui, c'est de nous affranchir totalement du colonisateur ».

De **Elisabeth Badjo Djécoury**, épouse Dago, je ne sais rien sauf qu'elle vient d'être nommée **ministre de la Fonction publique**.

La promotion de **Charles Blé Goudé au gouvernement, au portefeuille de ministre de la Jeunesse, de la Formation professionnelle et de l'Emploi**, est la seule surprise post-présidentielle. Enfin, pas tout à fait dès lors qu'avec Gbagbo il faut s'attendre au pire ; et on avait même, un temps, annoncé pire que pire : Blé Goudé à la Défense ! Leader des lycéens et des étudiants, chef des « Patriotes », « ambassadeur de la paix », il est depuis février 2006 dans le collimateur des Nations unies. Avec l'argent qu'il a gagné pendant la « guerre » (où il était... « général de la rue »), il s'est acheté une... conduite : « Je suis un démocrate [...] Certains disent que si Gbagbo perd, nous descendrons dans la rue. C'est faux ! Nous n'avons pas été éduqués comme ça ». Le problème, c'est qu'il n'a pas, chez lui, beaucoup de traces d'éducation !

**Philippe Attey, ministre de l'Industrie et du Développement du secteur privé**, est considéré comme un technocrate. Banquier, président du Club des dirigeants de banques et établissements de crédit d'Afrique francophone, il avait été nommé, en 2000, à la direction générale de la SOTRA, la compagnie de transports publics. On dit qu'il est « celui qui l'a redressée ». Il fustige les patrons de droit divin, la corruption, le profit illicite, l'argent sale...

Retour sur le devant de la scène de **Danielle-Marie Ablane Akissi Boni-Claverie**. Pas loin de 70 ans (elle est née le 3 juin 1942), mais parfaitement liftée, formée à l'Ecole supérieure de journalisme de la Rue du Louvre à Paris, député PDCI-RDA (1980-1985), directeur central de la TV, président de Canal Horizon, elle a été ministre de la Communication de... Henri Konan Bédié dès 1993 et partenaire de Thierry Saussez pour la promotion de... Bédié quand Saussez était patron de Image et Stratégie Europe (il a été, jusqu'à ces dernières semaines, délégué interministériel à la Communication de Nicolas Sarkozy). Elle est ministre de la Femme, de la Famille et de l'Enfant.

**Ettien Amoakon, ministre des Techniques de l'information et de la communication**, est secrétaire général de la fédération FPI d'Abengourou (Est de la Côte d'Ivoire). Il a appelé à voter Gbagbo parce qu'il « n'a pas abandonné les Ivoiriens au moment où la France et ses complices cherchaient à détruire la Côte d'Ivoire ».

Le ministre de la Communication, quant à lui, s'appelle Ouattara Gnonzié ; ancien membre du bureau politique du PDCI-RDA, il a été exclu du parti le 17 avril 2007 pour avoir « porté atteinte à l'unité et à la discipline du parti ». En septembre 2009, il participera à la fondation du Rassemblement pour la paix, le progrès et le partage (RPP) dont le promoteur est un ancien

dignitaire du PDCI-RDA, enfant gâté des années Houphouët, Laurent Dona Fologo, actuellement président du Conseil économique et social (CES).

La Culture a été confiée à un « prof » : Alphonse Voho Sahi, conseiller technique de Gbagbo et auteur de : Une chronique de la révolution démocratique en Côte d'Ivoire 1989-1995.

Le député **Kata Kéké** a été très impliqué dans les travaux de la Commission nationale de supervision et de l'identification (CNSI) chargée de définir techniquement qui était électeur et qui ne l'était pas ; il a été nommé ministre de la **Recherche scientifique**.

Surprise du côté du ministre des Sports. C'est **Franck Gueï, le fils du général Robert Gueï, qui décroche le portefeuille des Sports**. Pas de compétence particulière en la matière (Frank Gueï est médecin) mais une symbolique : l'Union pour la démocratie et la paix en Côte d'Ivoire (UDPCI), créé par Gueï père, avait un candidat à la présidentielle 2010 (Albert Mabri Toikeuse) qui, appartenant au mouvement des « houphouëtistes », a appelé à voter au second tour pour Ouattara. Franck Gueï n'est d'ailleurs pas dans une démarche politique mais clientéliste : « Ce monsieur [Gbagbo] m'a pris comme son fils, il m'a tout donné. Je ne peux que lui être reconnaissant de sa générosité ». Franck Gueï était d'ailleurs conseiller spécial du président de la République... qu'il qualifie de « génie politique ».

Autre médecin au gouvernement (également DCC) : **Touré Amara**, qui se voit confier le portefeuille du... **commerce**. Ce qui pourrait étonner, mais Touré Amara a été responsable du département d'Odienné, dans le Nord, où le commerce est une activité majeure. Ceci explique sans doute cela. Au sujet de la situation dans le Nord, Touré Amara affirmait pendant la campagne : « Le temps est l'autre nom de Dieu. Aujourd'hui, le temps a fait ses effets et nos parents ont compris que la vérité n'est pas là où on disait qu'elle était, mais du côté du président Gbagbo ».

C'est le vice-président de l'Assemblée nationale, président du conseil général de Bondoukou (dans l'Est), Richard Secré Kouamé, qui obtient le Tourisme et de l'Artisanat.

Anne Gnahoré Kouamé, dont je ne sais rien, est ministre de la Solidarité, de la Reconstruction et de la Cohésion sociale ; autrement dit elle a « du pain sur la planche ».

**Le ministre du Travail est le secrétaire général du Synares** (syndicat de l'enseignement supérieur qui avait été en pointe dans le combat pour le multipartisme au début de la décennie 1990): **Messou Nyamien**.

Le gouvernement compte deux ministres délégués. Le premier l'est auprès du ministre de l'Economie et des Finances, chargé du Budget : Justin Katinan Koné, un DCC dont le discours est simple : « Si nous avons de l'eau dans notrealebasse pour vous donner à boire, c'est parce que nous avons une source d'eau qui coule. Notre source d'eau, c'est Laurent Gbagbo ». Pas sûr que la gestion du budget soit une démarche aussi simpliste. Le second est délégué auprès du ministre de l'Education nationale, chargé de l'enseignement supérieur : Thomas N'Guessan Yao ; c'est également un DDC et c'est, bien sûr, un « prof ».

Les secrétaires d'Etat sont au nombre de quatre : Vie scolaire et estudiantine pour Odette Lago Daleba, ex-directrice nationale des cantines scolaires ; Sécurité sociale pour Armand Alexis Georges ; Handicapés : Raphaël Dogo, président de la Fédération des handicapés de Côte d'Ivoire (FHCI), qui s'était illustré dans son combat contre la ministre RDR de la Famille, de la Femme et des Affaires sociales, Jeanne Adjoua Peuhmond ; Victimes de guerre : Charles Rodel Dosso, président de la Fédération nationale des victimes de guerre en Côte d'Ivoire.

Jean-Pierre

BEJOT

La Dépêche Diplomatique

[http://actu.atooc.ci/larticle.php?id\\_ar=10069](http://actu.atooc.ci/larticle.php?id_ar=10069)

## **Gouvernement : Voici la liste du gouvernement Aké N`Gbo**

07-12-2010 à 17:55



**Le gouvernement du premier ministre Aké N`Gbo a été rendu public ce jour 07 décembre 2010 (Photo : DR)**

### **M. Désiré Tagro a rendu public la composition du nouveau gouvernement du premier ministre Aké N`Gbo.**

Président de la République: Laurent Gbagbo

Premier Ministre, Ministre du Plan et Développement, Chef Gouvernement, Mr. Aké Gilbert Marie N'GBO

Garde des Sceaux, Ministre de la justice et des Droits de l'Homme, Mr. Yanon YAPO

Ministre de la Défense et du Service Civique, Mr. DOGOU Alain dit Goba Maurice

Ministre de l'Intérieur, Mr. Emile Guiriéoulou

Ministre des Affaires Etrangères, Mr. Alcide DJEDJE ILAHIRI

Ministre de l'Economie et des Finances, Mr. Désiré Noël Laurent DALLO

Ministre des Mines et de l'Energie, Mr. Augustin KOUADIO KOMOE

Ministre de la Santé et de la Lutte contre le SIDA, Mme Christine ADJOBI NEBOUT

Ministre de la Construction et de l'Urbanisme, Mr. YAPO Atsé Benjamin

Ministre de l'Agriculture, Mr. COULIBALY Issa Malick

Ministre de l'Equipement et de l'Assainissement, Mr. Ahoua DON MEIO

Ministre des Transports, Mr. N'GOUA ABY Blaise

Ministre de l'Education Nationale, Mme Anne Jacqueline LOHOUES OBLE

Ministre de l'Enseignement Technique, Mme Angèle GNONSOA

Ministre de l'Environnement et des Eaux et Forêts, Mr. KOFFI KOFFI Lazare

Ministre de la Fonction Publique, Mme Elisabeth Badjo Djékouri épouse DAGBO

Ministre de la Jeunesse, de la Formation Professionnelle et de l'Emploi, Mr. Charles BLE GOUDE

Ministre de l'Industrie et du Développement du Secteur Privé, M. Philippe ATTEY

Ministre de la Femme, de la Famille et de l'Enfant, Mme Akissi Danielle BONY CLAVERIE

Ministre des Techniques de l'Information et de la Communication, Mr. Etien AMOIKON

Ministre de la Communication, Mr. OUATTARA Gnonzié

Ministre de la Culture, Mr. Alphonse VOHO SAHI

Ministre de la Recherche Scientifique, Mr. KATA Kéké

Ministre des Sports, Mr. Franck GUEI

Ministre du Commerce, Mr. TOURE Amara

Ministre du Tourisme et de l'Artisanat, Mr KOUAME SECRE Richard

Ministre de la Solidarité, de la Reconstruction et de la Cohésion Sociale, Mme Anne GNAHOURET Tatret

Ministre du Travail, Mr. NYAMIEN Messou

Ministre Délégué auprès Ministre de l'Economie et Finances, chargé du Budget, Mr. KONE Katina Justin

Ministre Délégué auprès du Ministre de l'Education Nationale, chargé de L'Enseignement Supérieur, Mr. N'GUESSAN Yao Thomas  
Secrétaire d'Etat, chargé de la Vie Scolaire et Estudiantine, Mme LAGO DALEBA Loan Odette  
Secrétaire d'Etat, chargé de la Sécurité Sociale, Mr. Georges Armand Alexis OUEGNIN  
Secrétaire d'Etat, chargé des Handicapés, Mr DOGO Djéréké Raphaël  
Secrétaire d'Etat, chargé des Victimes de Guerre, Mr. DOSSO Charles Rodel Durando



Source : Présidence de la République.  
Source : Autre Presse

[http://actu.atooc.ci/larticle.php?id\\_ar=10062](http://actu.atooc.ci/larticle.php?id_ar=10062)

### **Primature: Le premier ministre Guillaume Soro a formé le premier gouvernement Ouattara**

Le porte-parole du premier ministre, Méité Sindou a rendu public le premier gouvernement du Président Alassane Ouattara, au cours d'un point de presse portant sur deux communications.

#### **1ère communication: le nouveau gouvernement se compose comme suit :**

Président de la République : S.E.M. Alassane Dramane Ouattara

- 1 - Premier ministre, chef du gouvernement, ministre de la Défense : Guillaume Kigbafory Soro
- 2 - Ministre d'Etat, ministre de la Justice et des droits de l'Homme : Me Jeannot Kouadio Ahoussou
- 3 - Ministre d'Etat, Secrétaire général de la Présidence de la République : Amadou Gon Coulibaly
- 4 - Ministre du Plan et du Développement : Albert Mabri Toikesse
- 5 - Ministre de l'Economie et des Finances : Charles Diby Koffi
- 6 - Ministre des Affaires étrangères : Gervais Jean-Baptiste Kacou
- 7 - Ministre de l'Intérieur : Hamed Bakayoko
- 8 - Ministre de la Production animale et des ressources halieutiques : Remi Kouadio Allah
- 9 - Ministre des Infrastructures économiques, porte-parole du gouvernement : Patrick Achi
- 10 - Ministre des Mines et de l'énergie : Adama Toungara
- 11 - Ministre de l'Education nationale : Mme Kandia Camara
- 12 - Ministre de la Jeunesse et des sports et de la salubrité urbaine : Dagobert Banzio
- 13 - Ministre de la Fonction publique : Konan Gnamien

2è Communication : Nominations à la Présidence de la République  
Directeur de Cabinet du président de la République : Marcel Amon Tanoh  
Conseiller diplomatique : Ally Coulibaly

Source : Primature

## On a frôlé le pire, hier lundi 13 décembre 2010, à l'hôtel du Golf de Cocody Riviera.



Des soldats de la Garde républicaine (GR), identifiable par leur béret rouge, ont tenté de déloger les occupants de cet hôtel, devenu depuis le 2 décembre dernier, le Qg du Dr Alassane Ouattara, proclamé président de la République par la Cei et reconnu par la communauté internationale. Il est 10h20 ce lundi, lorsque nous empruntons un taxi à Cocody « Allocodrome » pour l'hôtel du Golf, où le **Dr Alassane Ouattara reçoit l'ambassadeur de l'Espagne en Côte d'Ivoire, Christina Diaz Fernandez.** Au

niveau de la résidence de l'épouse du premier président de la République de Côte d'Ivoire, Thérèse Houphouët-Boigny, situé à environ 800 mètres du Golf hôtel, les véhicules sont priés de rebrousser chemin. Nous tentons d'en savoir davantage quand le militaire en faction nous recommande, avec la fermeté requise en la matière, de retourner sur nos pas. A Cocody Saint Jean où nous nous sommes retrouvé après cet ordre du militaire, la vie se déroule normalement, loin des coups de feu du Golf Hôtel. Nous appelons un proche de Ouattara pour savoir ce qui se passe au Golf. « Des éléments de la Garde républicaine ont tenté de nous encercler, ils ont été mis en déroute par des soldats des Forces nouvelles et forces onusiennes. Pour l'instant, tout est calme », nous indique-t-il au téléphone, avec une pointe d'ironie. A 11h20, nous revenons sur les lieux, cette fois dans un véhicule de reportage, dans l'espoir d'accéder au Golf Hôtel. Au niveau de la résidence de Thérèse Houphouët-Boigny, nous entendons des coups de feu dans la direction de l'ambassade des Etats-Unis. Nous apercevons également des soldats de la Garde Républicaine, armes au poing et dans une posture de combat, dans la broussaille qui ceinture la résidence de Mme Boigny. Notre chauffeur rebrousse encore chemin pour éviter d'être pris en tenaille par les soldats de la GR d'un côté et ceux de l'Onu et des Fn de l'autre.

### Face-à-face GR, Casques bleus et Forces nouvelles

Pour la troisième fois, au niveau de la résidence de Mme Thérèse Houphouët, nous sommes bloqués par un soldat des Forces de défense et de sécurité, qui nous intime l'ordre de nous mettre sur le côté. Nous apercevons alors un char à chainon quitter la voie qui mène à l'ambassade des USA pour la résidence de Mme Houphouët. Le soldat qui nous a intimé l'ordre de garer sur le côté, semble être le meneur des opérations. Talkie-walkie à l'oreille, il semblait prendre des ordres. Il nous donne l'autorisation de passer. Juste à 200 mètres, nous apercevons des soldats onusiens, le long des murs des villas qui bordent la voie menant à l'hôtel du Golf, armes au poing, avancer en direction de ceux de la GR. Un soldat de l'Onu, qui semble également être le meneur, donne des instructions à cet effet. Nous débouchons finalement sur l'entrée du Golf hôtel, où sont déployés des soldats des Forces nouvelles pour la sécurité des lieux. La cour de l'hôtel est plongée dans le silence. Aucun véhicule n'entre, ni ne sort. Même décor dans le hall, où n'étaient visibles que quelques journalistes, le personnel du restaurant, des éléments des Forces nouvelles, soutenus par la garde rapprochée d'Alassane Ouattara, de Guillaume Soro et des membres du gouvernement. Un soldat demande aux journalistes de descendre dans la salle de conférence pour plus de sécurité. Une fois là-bas, nous apercevons le commandant Ouattara Issiaka alias Wattao discuter avec son frère Morou Ouattara, tous responsables de troupe au sein des Forces nouvelles, entourés de leurs soldats. C'est également là-bas que nous avons pu reconstituer ce qui s'est réellement passé dans la matinée, grâce à la caméra d'un élément des Forces nouvelles qui a tout filmé. De fait, les éléments des forces onusiennes et ceux des Forces nouvelles ont constaté que les soldats de la Garde républicaine ont abandonné leur position initiale pour se rapprocher davantage du Golf hôtel. Alertés par cette nouvelle position, des soldats de Morou Ouattara et de Wattao, à bord d'une jeep, ont entrepris une opération de ratissage. C'est ainsi qu'ils ont libéré des tirs de sommation pour repousser les éléments de la Garde républicaine. Ceux-ci, surpris par une telle

réaction, se sont retirés abandonnant leur position initiale. Les soldats de l'Onu se sont également déployés, en raison des risques d'attaque qui planaient sur l'hôtel, sur tout le périmètre depuis l'hôtel jusqu'à environ 300 mètres du carrefour Mpouto.

### **Le cortège de Choi bloqué**

Face à la tension, le représentant spécial de l'Onu en Côte d'Ivoire, Choi Young Jin, s'est rendu lui-même à l'hôtel du Golf pour se rendre compte de la situation. Après plusieurs heures d'échange avec le Dr Alassane Ouattara, il a quitté les lieux, sous une escorte impressionnante des soldats onusiens composés de Jordaniens et de barbus au regard froid. Précédé par le cortège de Choi, nous sommes bloqués au carrefour de Mpouto par des bérêts noirs qui laissent passer les véhicules qui sortent du Golf au compte-goutte. Le cortège de Choi nous dépasse et prend la direction de la Riviera, par la gauche. Nous réussissons à avoir le passage, non sans remarquer une centaine de bérêts noir, soutenus par des bérêts rouges. Nous avons pu apercevoir, avant de les rencontrer, à moins de 400 mètres, des casques bleus déployés comme des fourmis sur les terrains en construction, le long de la voie qui mène au Golf hôtel. Nous suivons le cortège de Choi quand nous tombons sur un barrage des Forces régulières. Barrage à côté duquel se trouvent quelque quatre soldats et une arme redoutable, un DCA (Défense contre avion). A près de 400 mètres d'eux, nous tombons sur un autre barrage, inhabituel à cet endroit. Là, ça sent le roussi parce que les soldats qui y sont positionnés, visiblement excités, fouillent les véhicules avant de les laisser passer. Nous apercevons l'un d'eux, qui arborait une cagoule noire et donnait des ordres avec la main. Nous devinons les raisons de la réaction. Aidé d'un autre, le visage découvert, ils demandent à l'impressionnant cortège de Choi de faire demi-tour et de s'immobiliser. Un ordre qu'exécutent les soldats de l'Onu, visages souriants. Les soldats des forces régulières intimant l'ordre aux autres véhicules de partir. Quant à nous, nous avons quitté les lieux sur ces faits, pour retourner à notre rédaction, après une folle journée chargée d'émotion et de risque.

Y.DOUMBIA

Gouvernement Ouattara : Déclaration du Premier Ministre Guillaume Soro face a la presse

13-12-2010 à 18:46



Gouvernement Ouattara Déclaration du Premier Ministre Guillaume Soro face a la presse Le premier ministre Guillaume Soro (Photo : DR)

Le Gouvernement, réuni ce jour, à 13h, a fait une analyse de la situation politique, financière et économique de notre pays. Le constat est sans appel.

La Côte d'Ivoire vit de fait sous état d'urgence. J'en veux pour preuve les morts qui jalonnent les différents quartiers d'Abidjan et de nos villes.

La situation financière est catastrophique. Les dernières ressources du Trésor ivoirien ont été extorquées pour des achats massifs d'armes et pour payer les nombreux mercenaires libériens qui sèment la désolation dans les familles une fois le couvre-feu installé.

Toute cette insécurité généralisée paralyse les régies financières. De sorte que les salaires pour ce mois de décembre 2010 sont hypothéqués.

Dans ces circonstances, le gouvernement légal et légitime ne peut rester indifférent. Le Président de la République, Son Excellence Monsieur Alassane OUATTARA, a été élu pour gouverner.

Aussi, conformément à la déclaration présidentielle du Conseil de sécurité de l'ONU du 08 décembre 2010, qui fait obligation d'installer le Gouvernement légitime de Côte d'Ivoire dans ses prérogatives, le gouvernement a-t-il pris les résolutions suivantes :

1. le jeudi 16 décembre 2010, le Gouvernement au complet se rendra dans les locaux de la RTI pour y installer le nouveau Directeur Général, Monsieur BROU Aka Pascal ;
2. le vendredi 17 décembre 2010, afin de faire face aux préoccupations des Ivoiriens et pour abrégé les souffrances des populations, le gouvernement au complet tiendra le Conseil de Gouvernement dans les locaux de la Primature au Plateau.

Que Dieu bénisse la Côte d'Ivoire.

Guillaume Kigbafori SORO

<http://news.abidjan.net/h/383346.html>

## Politique

### **Côte d'Ivoire: 3.700 réfugiés ont fui au Liberia et en Guinée (ONU)**

Publié le mardi 14 décembre 2010 | AFP

- RTI - 13/12/2010

Dossier Contestation des résultats de la présidentielle 2010

Quelque 3.700 Ivoiriens ont fui leur pays depuis le second tour de la présidentielle qui a provoqué une crise politique entre les deux candidats revendiquant la victoire, a déclaré mardi l'ONU.

Vendredi, le **Haut commissariat des Nations unies aux réfugiés (HCR)** en avait comptabilisé 2.000, mais a réajusté cette semaine ses données après avoir obtenu de nouvelles informations, a expliqué un porte-parole du HCR, Adrian Edwards, précisant qu'il ne savait pas quand ces personnes avaient traversé la frontière.

"En date du dimanche, quelque 3.500 personnes étaient entrées au Liberia, ce qui représente 150 nouvelles arrivées chaque jour en moyenne" depuis le 29 novembre, lendemain du second tour, a expliqué Adrian Edwards, lors d'un point presse.

"Nous suivons de près la situation. A l'heure actuelle, nous ne savons s'il y a une accélération ou pas de la tendance", a-t-il précisé.

Par ailleurs, M. Edwards a indiqué qu'en Guinée le nombre de réfugiés ivoiriens est resté stable à 200 personnes.

Le HCR, qui assiste depuis plusieurs années en Côte d'Ivoire même quelque 35.000 personnes déplacées et 25.000 réfugiés venus du Liberia, a souligné que la plupart de ces personnes sont des femmes et enfants qui ont un "besoin urgent" en denrées alimentaires, eau potable, services sanitaires et produits d'hygiène.

Les deux présidents proclamés du pays, Laurent Gbagbo et Alassane Ouattara, sont engagés dans un bras de fer qui semble s'installer dans la durée. Le couvre-feu instauré à la veille de la présidentielle et qui devait s'achever mardi a été prolongé d'une semaine, jusqu'au 21 décembre, en vertu d'un décret de M. Gbagbo lu lundi à la télévision publique.

## Politique

### **GB: des centaines d'Ivoiriens pro-Gbagbo dénoncent "l'ingérence" de Paris**

Publié le samedi 18 décembre 2010 | AFP

Contestation des résultats de la présidentielle 2010

LONDRES - Plusieurs centaines d'Ivoiriens partisans du président Laurent Gbagbo ont manifesté samedi à Londres contre "l'ingérence" dans les affaires de la Côte d'Ivoire de la France et de l'Onu, qui ne reconnaissent pas la légitimité du chef d'Etat sortant.

"France, bas les pattes", "La Côte d'Ivoire est un pays souverain", "Honte à la France", "Honte à Sarkozy", pouvait-on lire sur les pancartes brandies par les manifestants, au nombre de 600 selon les organisateurs.

Aux cris de "Sarkozy terroriste" ou "Gbagbo!", ils ont défilé sous une neige abondante de l'ambassade ivoirienne au 10, Downing Street, siège du Premier ministre britannique David Cameron, pour lui remettre une leerte l'appelant à prendre position en faveur de Laurent Gbagbo.

Le président sortant ivoirien est sommé de quitter le pouvoir par l'ONU, la France, l'Union africaine, l'Union européenne et les Etats-Unis, afin de céder la place à son rival Alassane Ouattara, qu'ils considèrent comme vainqueur des élections du 28 novembre.

"Dans le monde entier, tout le monde appelle à attraper les terroristas mais en Côte d'Ivoire, on les carresse: Alassane Ouattara est le chef de la rébellion", a déclaré Abdon Georges Bayeto, conseiller du président Gbagbo à Londres et organisateur de la manifestation, parmi lesquels figuraient également des ressortissants de pays voisins de la Côte d'Ivoire.

La manifestation est intervenue au moment même où Laurent Gbagbo demandait le départ "immédiat" de la mission de l'ONU dans le pays, l'Onuci, et de la force militaire française Licorne.

"Le conseil constitutionnel a proclamé Laurent Gbagbo élu mais les grandes puissances comme les Etats-Unis et la France attisent les tensions. Nous ne sommes pas une province française ou américaine", a déclaré Toussaint Alain, conseiller de M. Gbagbo pour les relations européennes.

Les services du Premier ministre britannique ont refusé tout commentaire. Londres a donné son soutien aux appels de l'UE en faveur du départ de Laurent Gbagbo au profit de son adversaire Alassane Ouattara.

[http://actu.atooc.com/l'article.php?id\\_ar=10059](http://actu.atooc.com/l'article.php?id_ar=10059)

### **Fermeture des banques, pénurie généralisée, congés forcés, transport au ralenti : Le chaos aux portes ivoiriennes ?**

02-12-2010 à 22:31

**Le mot est effrayant. Mais, il n'en est pas moins juste. Le chaos frappe vraiment aux portes de la Côte d'Ivoire.**

Résolument, le couvre-feu "interminable" précipite le pays et ses populations dans une situation de confusion. Où on ne sait donner de la tête. Les produits de grande consommation disparaissent progressivement des marchés sur le territoire national. Le gaz domestique, les produits vivriers, les produits de premières nécessités (huile, poisson, viande...), le transport se raréfient pour faire place, inexorablement, à un vide dont les conséquences pourraient être invivables pour les populations.

Le couvre-feu, on sait, a toujours un caractère inhibitif, réductif et restrictif dans la vie d'une nation et de ses habitants. Toutefois, on ne saurait écarter la longue et stressante attente des résultats de l'élection présidentielle du 28 novembre. Cet état de fait, loin de résoudre les

problèmes quotidiens des Ivoiriens, les empire et surtout développe leur courroux. Puisque dans cette situation, les personnes huppées en nombre d'ailleurs réduit, s'offrent la vie qu'elles désirent. Quand, la grande majorité de leurs concitoyens peinent à se nourrir à se soigner, à s'habiller, à scolariser leurs enfants.

Ce sont aujourd'hui en Côte d'Ivoire, et cela pour une période non encore déterminée, les banques fermées, les congés forcés (les travailleurs ne peuvent se rendre à leurs lieux de travail, ils sont apeurés), le transport en commun au ralenti, la pénurie généralisée. Bref, toute la vie en Côte d'Ivoire perd progressivement de sa substance. A cause des faits cités plus haut.

Qu'advient-il de la Côte d'Ivoire ? Quel avenir immédiat réserve-t-on aux Ivoiriens ? L'on ne saurait le dire. Cependant, on ne peut nier que la situation de pénurie qui se généralise ne peut garantir la sérénité, le calme chez des populations lassées de souffrir. Vivement que la Côte d'Ivoire retrouve son ambiance harmonieuse !

C. K

## Côte d'Ivoire : Ban Ki-moon félicite Alassane Ouattara pour son élection

03-12-2010 à 23:31

Côte d Ban Ki-moon félicite Alassane Ouattara pour son élection (Photo : DR)



3 décembre 2010 – Le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a félicité vendredi Alassane Ouattara pour son élection à la Présidence de la Côte d'Ivoire et a appelé le Président sortant Laurent Gbagbo, battu au second tour du scrutin, à coopérer pour permettre une transition politique en douceur.

"Le Secrétaire général félicite M. **Alassane Ouattara** du **Rassemblement des Houphouëtistes pour la Démocratie et la Paix (RHDP)** pour son élection et appelle le Président élu à travailler pour obtenir

une paix durable, la stabilité et la réconciliation en Côte d'Ivoire", a dit son porte-parole dans une déclaration publiée à New York.

"Le Secrétaire général appelle le Président Laurent Gbagbo à contribuer au bien du pays et à coopérer à une transition politique en douceur dans le pays", a-t-il ajouté. "Le Secrétaire général souhaite souligner que la volonté du peuple ivoirien doit être respectée, et appelle tous les Ivoiriens à accepter le résultat certifié et à travailler ensemble dans un esprit de paix et de réconciliation pour la stabilité et la prospérité de leur pays".

"Le Secrétaire général prévient que ceux qui pourraient inciter ou commettre des violences en seront tenus pour responsables", a dit encore le porte-parole.

Un peu plus tôt, le Représentant spécial du Secrétaire général de l'ONU pour la Côte d'Ivoire, YJ Choi, qui avait pour mandat de certifier les résultats définitifs du second tour de l'élection présidentielle du 28 novembre, avait estimé que les résultats annoncés par le Conseil constitutionnel ivoirien et qui donnaient vainqueur le Président sortant Laurent Gbagbo « ne correspondaient pas aux faits ».

## La CEI a proclamé les résultats, hier : ADO, nouveau président avec 54,10%

02-12-2010 à 22:09

Le Conseil constitutionnel ivoirien a invalidé les résultats provisoires du second tour de l'élection annoncés par la Commission électorale indépendante (CEI) et a publié vendredi des résultats définitifs donnant le Président Gbagbo gagnant face à son adversaire Alassane Ouattara qui avait été déclaré vainqueur par la CEI.



« Il faut noter que j'ai implicitement certifié le déroulement du second tour lors d'une conférence de presse tenue le 29 novembre 2010. Ainsi, la proclamation des résultats définitifs par le président du Conseil constitutionnel, avec l'annulation du vote dans neuf départements du nord, qui donne la victoire au candidat Laurent Gbagbo, peut seulement être interprétée comme une décision ne correspondant pas aux faits », a dit YJ Choi dans une déclaration.

« **La seule question qui demeure est de savoir si l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI) est tenue de se plier au verdict du Conseil Constitutionnel** quelles que soient les circonstances. La réponse à cette question devrait tenir compte du fait que le gouvernement ivoirien a accepté le rôle de certification du Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies pour la Côte d'Ivoire », a-t-il ajouté.

« En tant que certificateur des élections ivoiriennes, j'ai procédé à l'évaluation et à l'analyse de tous les procès-verbaux transportés par **l'ONUCI** et reçus de la **CEI**. Même si toutes les réclamations déposées par la Majorité Présidentielle auprès du Conseil Constitutionnel étaient prises en compte en nombres de procès-verbaux, et donc de votes, le résultat du second tour de l'élection présidentielle tel que proclamé par le Président de la CEI le 2 décembre ne changerait pas, confirmant le candidat Alassane Ouattara vainqueur de l'élection présidentielle», a-t-il encore dit.

Un peu plus tard, au micro de la Radio des Nations Unies, YJ Choi a répété les conclusions de l'ONU concernant l'élection. "Nous avons analysé les procès-verbaux pendant trois jours", a-t-il dit. "La vérité est conforme aux résultats de la Commission électorale et n'est pas conforme aux résultats annoncés par le Conseil constitutionnel. C'est-à-dire qu'il n'y a qu'un seul vainqueur, qui est M. Alassane Ouattara. C'est le résultat de notre vérification et de notre certification".

Face à la situation tendue en Côte d'Ivoire, le Secrétaire général de l'ONU a eu des discussions avec plusieurs chefs d'Etat pour coordonner la réponse aux événements à la suite de l'annonce des résultats du second tour de l'élection présidentielle, a indiqué vendredi son porte-parole.

Le Secrétaire général s'est notamment entretenu jeudi par téléphone avec le Président français, Nicolas Sarkozy. Vendredi matin, il a appelé le Président de l'Union africaine, Jean Ping, ainsi que le Président du Burkina Faso, Blaise Compaoré, en tant que médiateur de l'accord de paix ivoirien.

Il s'est également entretenu avec le Président du Nigéria, Goodluck Jonathan, et avec la Présidente du Conseil de sécurité pour le mois de décembre, la Représentante des Etats-Unis auprès des Nations Unies, Susan Rice.

Il doit discuter vendredi après-midi avec la Haut représentante de l'Union européenne pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, Catherine Ashton, a précisé son porte-parole.

Source : Un.org

## **Crise post-électorale en Côte d'Ivoire : La Cedeao invitée à cautionner un complot contre Gbagbo**

**Pour le retour à la paix dans son pays, le président Laurent Gbagbo a consenti tous les sacrifices, accepté les pires humiliations face aux rebelles et engagé les plus inimaginables efforts pour la normalisation des relations entre la Côte d'Ivoire, la France et le Burkina Faso. Malheureusement, tout cela est en passe d'être annihilé. Par la seule volonté des présidents Nicolas Sarkozy et Blaise Compaoré décidés à faire une OPA sur la Côte d'Ivoire. Notre enquête.**



A l'instigation du président du Faso, Blaise Compaoré, la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) se réunit ce mardi 7 décembre à Abuja. Le sommet a été convoqué par le président nigérian Jonathan Goodluck pour un objectif connu d'avance et qui soulève l'indignation dans quelques capitales de l'Afrique de l'Ouest. Il s'agit pour Blaise Compaoré, selon des sources diplomatiques qui ont alerté les autorités d'Abidjan, de faire initier par l'organisation sous-régionale qui l'a mandaté dans la résolution de la crise ivoirienne depuis 2006, une décision en deux volets : la

légitimation d'Alassane Ouattara et l'ultimatum au président Laurent Gbagbo que la CEDEAO inviterait alors à quitter le pouvoir. Cette décision, une fois prise, sera transmise à l'Union africaine qui réunira son Conseil de sécurité et de paix, à une date non encore précisée, pour l'entériner. Dernière étape du plan, la même décision parviendra, sous forme de proposition de résolution, au Conseil de sécurité de l'ONU qui va enjoindre au président légalement et légitimement élu en Côte d'Ivoire, de céder le pouvoir à Alassane Ouattara. Malheureusement pour ses concepteurs, ce programme risque d'être bouleversé par l'entrée en jeu de...Thabo Mbeki, l'ancien président sud-africain qui vient de séjourner en Côte d'Ivoire.

### **Tout se décide depuis l'Elysée à Paris**

De toutes les façons, l'entreprise, faut-il le reconnaître, s'avérait déjà fastidieuse, épuisante et quelque peu idiote pour ses concepteurs. Et c'est pour donner des chances de succès à cette lourde conspiration que le président français, Nicolas Sarkozy, est sorti de l'ombre. Il a pris, sans retenue, la place de la France des affaires qui parraine Blaise Compaoré, Alassane Ouattara et la rébellion dans la «guerre» contre Gbagbo. Après plusieurs supplications qui ont eu le mérite d'arracher un soutien précipité du président américain Barack Obama, Sarkozy multiplie les déclarations schizophréniques à toutes les petites tribunes européennes. Là, il espère faire admettre l'inadmissible dans ce village planétaire et civilisé qu'est devenu le monde. Parce qu'il le dit, une proclamation provisoire illégale, en catimini, hors cadre et hors délai du résultat de la présidentielle par le président de la Commission électorale indépendante (CEI) fait «autorité de la chose jugée» et s'impose au Conseil constitutionnel, la juridiction compétente en la matière.

### **Bédié et le PDCI-RDA déjà roulés dans la farine**

Dans la foulée, depuis Paris, Nicolas Sarkozy a ordonné à Ouattara de se déclarer élu, de nommer un Premier ministre et de former un gouvernement. Dans l'ambiance théâtrale du Golf Hôtel, Guillaume Soro Kigbafori, le chef rebelle nommé Premier ministre par Laurent Gbagbo, suite à l'Accord politique de Ouagadougou (4 mars 2005), a été reconduit par Ouattara. En ce début de scénario, le président du Rassemblement des Républicains (RDR) a ainsi déjà floué son allié du PDCI-RDA. Ouattara avait publiquement promis le poste de Premier ministre à Henri Konan Bédié et au vieux parti, lors de la campagne pour le 2nd tour du scrutin, s'il était élu. A l'arrivée, Alassane Ouattara n'a pas été élu mais la guerre des nerfs entreprise pour «chasser Gbagbo coûte que coûte» recommande qu'il commence par respecter sa parole donnée à son plus gros allié du RHDP. Que non ! Selon les sources diplomatiques, Guillaume Soro apparaît, aux yeux de Sarkozy et Compaoré, comme le seul Ivoirien de la coalition anti-Gbagbo capable de garantir les intérêts français et burkinabè en Côte d'Ivoire. Soro a donc été

imposé à Ouattara lui-même qui a fini de le «nommer» sans en dire un mot à Bédié, avant de présenter ses “excuses” à l’ancien président qu’il a renversé en décembre 1999. Pour parvenir à calmer la colère de Bédié, Ouattara a laissé faussement entendre que le petit chef rebelle est un «Premier ministre provisoire». Ce qui est archi-faux. Sarkozy et Compaoré sont dans une option qui, en vérité, fait planer sur Ouattara lui-même une grande suspicion à cause de ses légendaires accointances avec les milieux d’affaires américains.

Pour l’instant, sur le terrain, en Côte d’Ivoire, Alassane Ouattara, décidé à devenir président, à tout prix, est en train d’installer la chienlit dans toutes les provinces du pays. Retraqué au Golf Hôtel de Cocody Riviera depuis la fin du 2nd tour de la présidentielle, il continue, sous la dictée de ses parrains, de poser des actes susceptibles d’entraîner des affrontements intercommunautaires en vue d’obtenir des tueries massives. L’objectif recherché est de comptabiliser les morts en vue d’une plainte à la Cour pénale internationale (CPI) contre Laurent Gbagbo et son régime. Les présidents Sarkozy et Compaoré et leurs experts dans la recherche du chaos en Côte d’Ivoire espèrent faire ainsi d’une pierre deux coups : Vaincre le président ivoirien au bout de la chaîne et réunir en même temps les preuves suffisantes pour le faire condamner.

### **Un complot cousu de fil blanc**

Dans ses journaux radiodiffusés du dimanche 5 décembre, la radio britannique BBC Afrique, par la voix de son correspondant en Afrique du Sud, Sahid Penda, a abondamment vendu la mèche au monde entier. En annonçant l’arrivée du président Thabo Mbeki en Côte d’Ivoire, BBC Afrique a révélé que l’Union africaine venait imposer à Laurent Gbagbo «le schéma appliqué à l’ancien chef rebelle et président du Libéria, Charles Gankay Taylor» emprisonné de nos jours à la CPI à la Haye. Bien entendu, à l’arrivée, il s’est avéré que le mandat donné par le président de la Commission de l’Union africaine, le gabonais Jean Ping, était tout autre. Il s’agissait de permettre à Thabo Mbeki de recueillir les informations exactes sur la crise post-électorale en Côte d’Ivoire pour instruire, à son tour, l’UA. De toute évidence, les agitations de Sarkozy, Compaoré et des médias inféodés ont fini par mettre la puce à l’oreille des responsables de l’organisation panafricaine qui, à présent, ne veut plus accepter de produire des communiqués à la hâte et forcément déséquilibrés comme cela a été constaté dans les premiers moments du blocage des résultats de l’élection présidentielle ivoirienne. En vérité, toutes ces excitations autour de la Côte d’Ivoire ont révélé au grand jour le plan de déstabilisation et de partage de la Côte d’Ivoire sur lequel les milieux diplomatiques africains amis (heureusement nombreux) ont alerté les autorités d’Abidjan.

### **Abidjan en pleine contre-offensive diplomatique**

Sur les bords de la lagune Ebrié, dans la capitale économique de la Côte d’Ivoire, la réaction des autorités ne s’est pas fait attendre. Dès dimanche, alors même que l’avion de l’ancien président sud-africain atterrissait à l’aéroport international de Port-Bouët, ceux de plusieurs délégations envoyés vers plusieurs pays africains amis de la Côte d’Ivoire s’envolaient. Toutes ces délégations ivoiriennes ont emporté, dans leurs valises respectives, le même kit : Procès verbaux de scrutin truqués, raturés et falsifiés par les hommes de Ouattara ; scores électoraux grossièrement majorés pour Ouattara ; photos et témoignages de représentants du président Gbagbo sauvagement battus, sévèrement blessés et expulsés des bureaux de vote, etc. Autant de preuves de la barbarie perpétrée dans le Nord du pays toujours sous contrôle de Ouattara et ses rebelles, le dimanche 28 novembre, en lieu et place du scrutin transparent et apaisé que le monde entier attendait, au 2nd tour de la présidentielle, dans toutes nos régions. Enfin, sous la pression de nombreux chefs traditionnels et coutumiers, le président élu, Laurent Gbagbo, a sûrement fini par accepter de recevoir les populations des différentes régions qui vont affluer massivement au Palais présidentiel pour signifier leur soutien à la légalité en Côte d’Ivoire.

César Etou (cesaretou2002@yahoo.fr)

[http://actu.atooc.ci/larticle.php?id\\_ar=10064](http://actu.atooc.ci/larticle.php?id_ar=10064)

## Primature : N'gbo Gilbert Marie AKE nommé Premier Ministre de la République de Côte d'Ivoire



Le Président Laurent Gbagbo vient de prendre un décret portant nomination du nouveau Premier Ministre de Côte d'Ivoire, en la personne de M. N'gbo Gilbert Marie AKE précédemment Président de l'Université de Cocody.

Le Président Laurent Gbagbo vient de prendre un décret portant nomination du nouveau Premier Ministre de Côte d'Ivoire, en la personne de M. N'gbo Gilbert Marie AKE précédemment Président de l'Université de

Cocody.

[http://actu.atooc.ci/larticle.php?id\\_ar=10067](http://actu.atooc.ci/larticle.php?id_ar=10067)

## Côte d'Ivoire : Obama pose un ultimatum à Gbagbo



Le président américain a mis en garde Laurent Gbagbo contre un "isolement accru". Des sanctions ciblées pourraient être appliquées contre lui, comme des interdictions de voyager aux Etats-Unis.

Barack Obama a formellement mis en garde le président ivoirien sortant Laurent Gbagbo contre un "isolement accru". Il a également affirmé qu'il subirait les

"conséquences de ses actes injustes" s'il s'accrochait au pouvoir, a indiqué ce lundi un responsable de la présidence américaine.

Ce dernier a aussi rappelé que **"pour la Maison Blanche, M. Ouattara est le vainqueur légitime de l'élection"** du 28 novembre, malgré l'investiture samedi de Laurent Gbagbo à la magistrature suprême de ce pays d'Afrique de l'Ouest. L'homme avait été proclamé la veille vainqueur avec plus de 51% des suffrages par un Conseil constitutionnel acquis à sa cause.

Le président américain a fait remettre à Laurent Gbagbo une lettre par voie diplomatique en fin de semaine dernière où il lui a présenté le choix qui s'offre à lui: les termes de ce choix sont "soit de respecter les résultats de cette élection et vous écarter", soit "de faire face à un isolement accru sur la scène internationale" et de "subir les conséquences de vos actes injustes", a ajouté le responsable.

### Sanctions ciblées

Dans cette lettre, Barack Obama a affirmé être prêt, si Laurent Gbagbo s'inclinait, à l'inviter à Washington "pour discuter de la façon dont vous pouvez continuer à jouer un rôle en Afrique de l'Ouest à l'avenir", a révélé le responsable. Les Etats-Unis s'opposent certainement à lui s'il reste au pouvoir contre la volonté de son propre peuple: "Nous pensons qu'il est important (...) de commencer à parler de mesures telles que des sanctions ciblées, pour envoyer un message ferme sur les conséquences d'un mépris pour le processus démocratique".

**Un autre responsable de la Maison Blanche a révélé que les Etats-Unis "discutent de la crise avec un grand nombre de partenaires", dont la France, la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), les pays limitrophes de Côte d'Ivoire et l'Union africaine. "Nous avons été clairs et nets: ceux qui incitent à la violence devront répondre de leurs actes", a ajouté ce responsable. Interrogé sur le type de sanctions que pourrait imposer Washington, il a évoqué "des interdictions de voyager" aux Etats-Unis.**

Source : Lexpress.fr